

Investissements étrangers : bilan 2010 décevant au Maghreb

Les investissements directs étrangers au Maghreb ont chuté de 38,4% sur un an en raison notamment des mesures anti-libérales prises par l'Algérie et la Libye. L'émergence des valeurs démocratiques dans la région constitue, toutefois, un motif d'optimisme pour 2011.

Bien qu'ils aient été de plus en plus nombreux à tourner leurs regards vers le Maghreb, les investisseurs étrangers ont considérablement réduit la voilure en termes de montants engagés dans cette région en 2010. C'est ce qui ressort du bilan annuel de l'Observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée (Anima-Mipo), qui produit ses données à partir de la synthèse d'annonces d'investissements relevées par son équipe de veille et ses agences partenaires dans l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen.

« Pour le moment, les mouvements populaires que l'on observe sont neutres sur la question du nationalisme économique et les entreprises étrangères ne semblent pas visées. »

Le rapport intitulé « La Méditerranée entre croissance et révolution : Investissements directs étrangers et partenariats vers les pays méditerranéens en 2010 », révèle que 251 projets d'investissement ont été annoncés l'an passé contre 219 seulement une année auparavant dans les quatre pays maghrébins étudiés (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie). Ces quatre pays n'ont cependant attiré que 6,052 milliards d'euros d'investissements directs étrangers (IDE) en 2010, soit une baisse de 38,4% par rapport à 2009.

Le Maghreb est ainsi allé à contre-courant de la tendance générale observée dans l'ensemble des onze pays de la rive sud de la Méditerranée, où le montant total des IDE a progressé de 17% (33,2 milliards d'euros en 2010 contre 28,4 milliards en 2009).

La Tunisie et le Maroc toujours appréciés

L'observatoire Anima-Mipo, qui ne prend en compte que les projets d'investissement annoncés comme certains, avec des perspectives de début de réalisation dans les dix-huit mois, note que les pays du Maghreb ne sont pas logés à la même enseigne. « Les performances du Maghreb sont globalement décevantes, sauf pour la Tunisie, quasiment au niveau de ses voisins trois fois plus peuplés », indiquent les auteurs du rapport publié le 10 mars. Avec des flux nets d'IDE de 2,34 milliards d'euros en 2010 contre 1,023 milliard en 2009, la Tunisie a retrouvé son niveau d'avant la crise économique. La hausse des IDE dans le plus petit pays, est toutefois, presque exclusivement imputable aux secteurs des télécommunications et de l'immobilier qui représentent plus de 70% des investissements annoncés.

Bien qu'il demeure « brillant pour les partenariats et apprécié par les PME », le Maroc n'a pas réalisé un bon score. Il est presque resté en situation stable par rapport à 2009 (2,30 milliards d'euros). Les plus gros projets annoncés au royaume chérifien en 2010 concernent essentiellement les secteurs de l'énergie (projet d'une centrale à charbon propre remporté par GDF Suez/International Power en JV avec Nareva, filiale d'ONA, pour 1,13 milliard d'euros) et des télécoms (rachat de 40% du capital de Méditel par Orange pour 640 millions d'euros).

Préférence nationale décourageante

A la différence du Maroc et de la Tunisie, l'Algérie et la Libye ont durci ces dernières années leurs conditions d'accueil des IDE, en donnant la préférence aux entreprises nationales dans les appels

d'offres internationaux ou encore en obligeant les investisseurs étrangers à s'associer à des partenaires locaux à hauteur de 51% du capital. Cette préférence nationale a fini par décourager les porteurs de projets étrangers qui misaient sur l'énorme potentiel de ces deux pays pétroliers. Malgré les performances relativement bonnes du secteur de l'énergie, l'Algérie n'a attiré que 805 millions d'euros d'investissements étrangers en 2010 contre 3,07 milliards une année auparavant.

En Libye, l'attrait qu'exerce l'or noir sur les investisseurs étrangers n'a également pas suffi pour éviter un plongeon des IDE. Le volume total des investissements étrangers annoncés en 2010 dans ce riche état pétrolier est pratiquement divisé par trois par rapport à 2009, pour s'établir à 600 millions d'euros.

La démocratie, bonne pour l'investissement

Concernant l'impact économique des révolutions qui secouent le Maghreb, les auteurs du rapport restent prudents : « La plupart des investisseurs ont mis en stand-by leurs projets non engagés dans les pays touchés par des révoltes contre les régimes. Ils attendent de voir à quoi l'avenir ressemblera. Pour le moment, les mouvements populaires que l'on observe sont neutres sur la question du nationalisme économique et les entreprises étrangères ne semblent pas visées », notent-ils.

Même s'ils redoutent les nationalisations de certaines entreprises nées de partenariats impliquant des membres des anciens clans au pouvoir (cas d'Orange-Tunisie), les responsables de l'Observatoire Anima-Mipo restent cependant confiants quant à l'avenir économique de la région. « Il y a une tendance de fonds qui dit que les investisseurs misent sur le sud de la Méditerranée, même si cela reste imprévisible sur le plan conjoncturel cette année » souligne Bénédicte de Saint Laurent, conseillère scientifique à l'observatoire basé à Marseille.

Emmanuel Noutary, délégué général d'Anima-Mipo, estime, quant à lui, que « l'émergence de valeurs telles que la démocratie et l'égalité dans la région pourraient stimuler les partenariats et les investissements ».

<http://www.lesafriques.com/actualite/investissements-etrange-bilan-2010-decevant-au-maghreb.html?Itemid=89>